

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné(e), Virginie GARNIER....., Maire de la Commune de CAUFFRY, certifie que l'avis au public relatif à l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur l'autorisation environnementale, la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de MOGNEVILLE et le parcellaire, du projet de ZAC du Marais et de son barreau routier à Mogneville, Cauffry et Laigneville, a été publié dans la commune, par voie d'affichage aux lieux habituels accessibles au public ou par tous autres moyens en usage, selon les prescriptions réglementaires, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du 23 janvier au 10 mars 2022 inclus.


Fait à Cauffry.....

le 11 Mars 2022 (date postérieure à la date de la fin de l'enquête)

Cachet de la mairie



La Maire,


V. GARNIER



À retourner à la fin de l'enquête à :

Préfecture de l'Oise
Direction des collectivités locales et des élections
À l'attention de M Pascal Guillon
Pascal.guillon@oise.gouv.fr
1 place de la préfecture
60022 BEAUVAIS Cedex

DÉPARTEMENT DE L'OISE

Commune de MOGNEVILLE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné(e), Delahache Michel, Maire de la Commune de MOGNEVILLE, certifie que l'avis au public relatif à la prolongation jusqu'au 21 mars 2022 de l'enquête publique unique portant sur l'autorisation environnementale, la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de MOGNEVILLE et le parcellaire, du projet de ZAC du Marais et de son barreau routier à Mogneville, Cauffry et Laigneville, a été publié dans la commune, par voie d'affichage aux lieux habituels accessibles au public ou par tous autres moyens en usage, selon les prescriptions réglementaires, du 10 mars au 21 mars 2022 inclus.

Fait à Mogneville

le 22/03/2022 (date postérieure à la date de la fin de l'enquête)

Cachet de la mairie

Le Maire,



À retourner à la fin de l'enquête à:

Préfecture de l'Oise
Direction des collectivités locales et des élections
À l'attention de M Pascal Guillon
Pascal.guillon@oise.gouv.fr
1 place de la préfecture
60022 BEAUVAIS Cedex



Bulletin Municipal de MOGNEVILLE

Février 2022

LE MOT DU MAIRE

Chères Mognevilloises, chers Mognevillois,



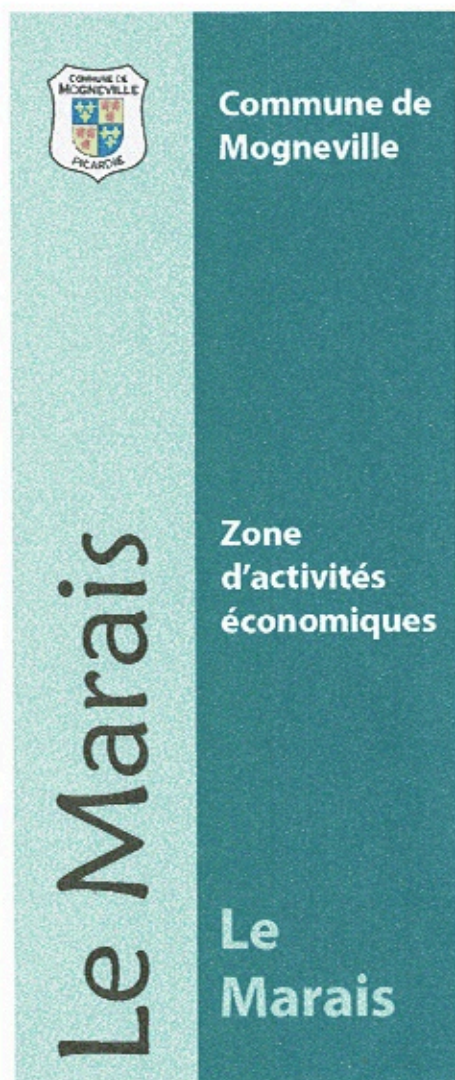
Vous avez sans doute vu apparaître sur la commune des panneaux annonçant la tenue d'une enquête publique portant sur la création de la zone d'activités économiques du Marais à Mogneville et de son barreau de raccordement. Cette enquête publique est une étape importante de l'avancée d'un projet majeur pour la commune de Mogneville et ses habitants. Les prémisses de ce projet sont en effet à trouver dans le caractère visionnaire de Monsieur Yvon Aillen, alors Maire de Mogneville, qui avait su voir en 1999 l'intérêt pour la commune de s'inscrire dans la dynamique de développement économique du Syndicat Mixte du Parc d'Activités multi-sites de la Vallée de la Brèche. Mon équipe et moi-même avons d'ailleurs

été élus en 2014 et réélus en 2020 sur la base de deux engagements forts : le désendettement de la commune et la création de cette zone d'activités.

Sur le premier engagement, avec l'effort de tous, l'objectif est atteint ; les finances communales sont aujourd'hui saines et, par deux fois, nous avons baissé les taux d'imposition. Il nous est aujourd'hui donné la possibilité de tenir ce second engagement.

Les enjeux de développement pour la commune sont majeurs :

- **L**a création du barreau d'accès, de par le fait qu'elle s'inscrive dans la continuité de la déviation de la RD62 entre Cauffry et Liancourt est une opportunité majeure de désenclavement pour la commune. Depuis la rue de la Brèche, il sera possible de récupérer quasi directement la RD 1016. Cela évitera une hausse considérable de trafic dans la commune, permettra un accès direct pour les usagers du parc Chédeville et notamment pour les bus, évitera le transit des boues de la station d'épuration dans les rues de la commune.... Il va par ailleurs sans dire que les flux poids-lourds générés par les activités de la zone se feront via ce barreau de raccordement et seront interdits dans la commune.
- **L**e choix de l'implantation de cette zone a été mûrement réfléchi. Situé sur la Pierre Droite, la Petite et la Grande Varenne, le projet a cherché à éviter au maximum les zones humides, source de biodiversité. Plus encore, cette zone qui s'est dégradée au fil des années doit pouvoir devenir exemplaire sur le plan environnemental, le choix du porteur de projet s'inscrira dans cette perspective. La collectivité recréera un meilleur fonctionnement hydrologique et la question du ruissellement de cet espace pourra alors être traitée. A travers les travaux de compensation écologique, celle-ci trouvera un moyen de mettre en œuvre l'approche pédagogique qu'elle a déjà entamée au parc Chédeville. Chacun aura également noté que la zone d'activités sera suffisamment éloignée de la partie urbaine de la commune pour limiter très largement l'impact sur les habitations.



- Plusieurs centaines d'emplois seront créés pour les habitants de la commune et au-delà. Vous, Mognevilloises et Mognevillois, vos enfants et petits-enfants devez pouvoir trouver près de chez vous une activité professionnelle. L'e-logistique est un domaine nécessitant un panel diversifié de postes à pourvoir. De l'ouvrier au cadre, chacun pourra trouver une perspective de carrière.

Il est important qu'en tant qu'habitant de la commune vous soyez au rendez-vous de ce projet majeur. Des permanences du commissaire enquêteur se tiennent en Mairie de Mogneville : le 8 février de 9h00 à 11h30, le 26 février de 9h00 à 11h30 et le 10 mars de 15h30 à 17h30. Vous avez également la possibilité de consulter le dossier complet en Mairie aux horaires d'ouverture traditionnels et sur internet sur <http://zac-mogneville.enquetepublique.net>.

Je vous invite vivement à prendre connaissance de ce dossier et à faire connaître votre avis sur les supports prévus à cet effet. La démocratie passe aussi par là.

Michel Delahoche



En tant que Président de la Communauté de Communes du Liancourtois – la Vallée Dorée, le développement d'activités au lieu-dit « les Marais » revêt plusieurs enjeux dont la création d'emplois, l'amélioration et la sécurisation de l'accès au parc Chédeville.

L'emploi est un des axes majeurs de notre politique de développement économique. La création d'entreprises, la génération d'emplois sont des actes structurants pour l'avenir de notre territoire qui influent largement sur la qualité de vie des habitants de nos communes. Il convient de concilier aménagement et protection de l'environnement ; c'est pourquoi, notre collectivité travaille à la mise en place d'outils tels que l'atlas de la biodiversité communale et le plan climat air énergie territorial dont les actions vont dans ce sens.

Le parc Chédeville est situé dans cette zone. Il accueille chaque année plus de visiteurs (près de 54 000 visiteurs en 2019, en période hors covid). L'acquisition de 14 hectares de terrain supplémentaires, jouxtant le parc, est le fruit d'une réflexion sur son développement potentiel avec l'ambition de le rendre plus attractif. Il devient par conséquent nécessaire d'en faciliter l'accès. La création d'un barreau routier permettra le délestage du cœur de Mogneville. Une piste cyclable est également à l'étude venant de Liancourt. Là encore, nos élus s'engagent à offrir aux habitants un nouveau domaine de loisirs orienté vers l'environnement et le bien-être. Tout cela concourt à faire de notre territoire, un territoire attractif et tourné vers l'avenir.

Olivier Ferreira – Président de la Communauté de communes du Liancourtois – la Vallée dorée



La commune de Mogneville est l'une des 4 communes fondatrices du Syndicat Mixte du Parc d'Activités de la Vallée de la Brèche. Il s'agissait alors en 1999 de sauver l'activité industrielle de l'usine Montupet devenue depuis Linamar Mac Laren et par voie incidente de créer dans chaque commune des zones d'activités économiques créatrices d'emplois. Depuis, le syndicat est resté le bailleur de Linamar Mac Laren tout en investissant toujours sur le site et a créé des zones d'activités à Laigneville, Monchy-Saint-Eloi et Nogent-sur-Oise. Plus de mille emplois ont ainsi été maintenus ou créés par le syndicat grâce, en particulier, à l'implication des élus de Mogneville.

La mise en œuvre de la ZAC des Marais à Mogneville est l'aboutissement d'un travail acharné d'élus locaux qui n'ont pas voulu accepter, il y a 20 ans, que le chômage et la paupérisation soient une fatalité pour nos territoires.

Considérant l'investissement initial de la commune de Mogneville, il est donc aujourd'hui logique qu'après 20 années d'un travail de fond visant à optimiser l'implantation de la zone dans son environnement, les habitants de la commune voient enfin la persévérance de leurs élus récompensée.

Cette zone d'activités est un enjeu d'aménagement de territoire et de développement économique. Elle arrive enfin, au terme d'un long parcours administratif, à la phase ultime de mise en œuvre. L'avenir économique de notre territoire passe en particulier par ce projet.

Alain Boucher – Président du Syndicat Mixte du Parc d'Activités Multi-Sites de la Vallée de la Brèche

PRÉFÈTE DE L'OISE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de ZAC du maquis et de son barrage routier présents par le Syndicat mixte du parc d'activités multi-étas de la vallée de la Brèche.
Communes de Mogneville, Cauffry et Laigneville.
Maître d'ouvrage : Syndicat mixte du parc d'activités multi-étas de la vallée de la Brèche

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 14 janvier 2022 est présentée, sur le territoire des communes de Mogneville, Cauffry et Laigneville, pendant une durée de 31 jours consécutifs, du mardi 8 février au jeudi 10 mars 2022 inclus, une enquête publique unique en vue de la création d'une ZAC et son barrage routier et portant sur :

- l'infrastructure routière
 - la déclaration d'utilité publique comportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mogneville
 - la cessibilité de tout ou partie d'immeubles et de droits réels immobiliers
- La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par le Syndicat mixte du parc d'activités multi-étas de la vallée de la Brèche. SP 70076 90106 CREA, CEDEX, à toute information peut être demandée.

La dossier soumis à enquête publique comprend notamment une étude d'impact et l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) sur l'étude d'impact du projet et sur l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la commune concernée.

Premiers de la commission d'enquête

Cette enquête sera conduite par M. Michel MARSEILLE, commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif d'Amiens par décision n° 221000184 du 7 décembre 2021. Il se tiendra à la disposition du public un maître d'œuvre de recevoir ses observations et propositions, dans le respect des horaires suivants, aux lieux, dates et heures suivantes :

- MOGNEVILLE
- le mardi 8 février 2022 de 9h00 à 17h30
- le samedi 26 février de 9h à 17h30
- le jeudi 10 mars de 15h30 à 17h30
- CAUFFRY
- le mardi 1er mars de 17h00 à 19h00

Dépôt du dossier

Les pièces du dossier seront mises à la disposition du public au maître de Mogneville et de Cauffry, lieux d'enquête, durant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat des maires, en ce préfecture du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30.

Elles seront consultables et téléchargeables sur le site internet des services de l'Etat dans l'Oise : www.oise.gouv.fr/informations-publications-legales-enquetes-publiques et consultables sur le site : <http://zao-mogneville-enquetespubliques.net>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier auprès de la Préfecture de l'Oise.

Observations du public

Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête ouvert à cet effet dans les mairies de Mogneville et de Cauffry ou être adressées, par écrit, au commissaire enquêteur, au maître de Mogneville, siège de l'enquête, sis 4 place Jean Jaurès 95140 Mogneville, pour être annexées au dossier.

Elles pourront être également consignées sur le registre dématérialisé sur le site <http://zao-mogneville-enquetespubliques.net> ou déposées par voie électronique à l'adresse suivante : zao-mogneville@enquetespubliques.net.

Publication du rapport et des conclusions

À l'issue de l'enquête, les copies du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public pendant un an dans les mairies de Mogneville, Cauffry et Laigneville ainsi qu'à la Préfecture de l'Oise. Direction des collectivités locales et des élections, et mises en ligne sur le site internet des services de l'Etat dans l'Oise seront.

Mesure sanitaires

Les parties barières et les dispositions mises en place par les maires devront être respectées lors des présentations. Les présentations sont invitées à privilégier la consultation du dossier sur les sites internet, le dépôt des observations par voie électronique ou par voie postale et, le cas échéant, à venir munies de leur stylo.

Pour la Préfecture et par délégation,
Le Secrétaire Général
Sébastien LIME
152404020

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Ext. de décision de justice/jugements

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE COMPIÈGNE

Extrait de jugement

Par jugement en date du 13 décembre 2021, le Tribunal judiciaire de COMPIÈGNE a prononcé la clôture insuffisante d'actif des opérations de liquidation judiciaire de Madeline JAILL, demeurant 10 rue du Docteur Emile Roux - appt 16 - 60200 COMPIÈGNE, dont l'objet est : conseil et gestion entreprises et a nommé Maître Denis HAZANE en qualité de liquidateur judiciaire et le SELARL LE COBET et P. WOLF, en qualité de commissaires-priseurs.

COMPIÈGNE, le 22 décembre 2021
LE GREFFIER
152404030

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE COMPIÈGNE

Extrait de jugement

Par jugement en date du 15 décembre 2021, le Tribunal judiciaire de COMPIÈGNE a prononcé la clôture insuffisante d'actif des opérations de liquidation judiciaire de Madeline ALTA PATAILLAS, demeurant 6 rue de la Mairie - 60150 PIERREFONDS, dont l'objet est : aide au développement personnel.

COMPIÈGNE, le 22 décembre 2021
LE GREFFIER
152404030

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE COMPIÈGNE

Extrait de jugement

Par jugement en date du 19 décembre 2021, le Tribunal judiciaire de COMPIÈGNE a prononcé la liquidation judiciaire de la société à la M. CONSULTING, demeurant 12 rue Jacques Bonnet - 60140 LIANCOURT, ayant pour gérant Monsieur Philippe HALLUIN, dont l'objet est : conseil et gestion entreprises et a nommé Maître Denis HAZANE en qualité de liquidateur judiciaire et le SELARL LE COBET et P. WOLF, en qualité de commissaires-priseurs.

Pour extrait, le greffier
152404030

Vie juridique des sociétés

Modifications/Fusions/Absorptions

BERCA

545 rue capitaine de 20 000 euros
Siège social : 15 rue des Fournelles à COMPIÈGNE (60200)
032 905 40 10 COMPIÈGNE

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15/02/2022, il a été décidé de transférer le siège social de 149 rue Raymond Poincaré à COMPIÈGNE (60200) à compter du 01/03/2022. Mention sera faite au RCS de COMPIÈGNE.

152404030

ANNONCES MARCHÉS PUBLICS

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Marchés publics de travaux

Procédures adaptées de - 90 000 euros

COMMUNE D'AVRIGNY

Identification de l'organisme : COMMUNE D'AVRIGNY
11 Allée d'Arcy - 60190 AVRIGNY - 016062560018
Objet du marché : TRAVAUX DE RESTAURATION EN CONSERVATION DE L'EGLISE D'AVRIGNY
suite à appel d'offre parcellier instructeur, la commune représente la consultation pour : LOT 1 : COUVERTURE
Les conditions sont précisées dans le règlement de consultation.
Date limite de réception des offres : le lundi 21 février 2022 à 17 heures
La DCE est téléchargeable gratuitement sur la plateforme de dématérialisation <http://www.marchés-publics.fr>
Date d'envoi du présent avis à la publication : 20.01.2022
Le Maire, Gilbert VERSLUYS
152404030

AUTOMOBILES

BERLINES

CITROËN

C2
Vends CITROËN C2 1.1i SX 1300
CITROËN revs, gpe 3 mois 4 cv GARAGE BOLLINOIS PICOIGNY
16 07 98 41 34 95

C3
Vends CITROËN C3 1.1i HDI 1000
CITROËN revs, gpe 3 mois 4 cv GARAGE BOLLINOIS PICOIGNY
16 07 98 41 34 95

C5
Vends CITROËN C5 2.0 HDI 112 cv SX
CITROËN revs, gpe 3 mois 4 cv GARAGE BOLLINOIS PICOIGNY
16 07 98 41 34 95

MONOSPACES

Citroën
Vends BERLINGO Multispace 1.4i 1er
CITROËN revs, gpe 3 mois 4 cv GARAGE BOLLINOIS PICOIGNY
16 07 98 41 34 95

Peugeot
Vends PEUGEOT Partner 1.6 HDI 1000
PEUGEOT revs, gpe 3 mois 4 cv GARAGE BOLLINOIS PICOIGNY
16 07 98 41 34 95

Renault
Vends ESPACE 1.9 DCI 1000
RENAULT revs, gpe 3 mois 4 cv GARAGE BOLLINOIS PICOIGNY
16 07 98 41 34 95

AUTOMOBILE

Où a dit que changer
de voiture était compliqué ?
Parlez vous avec
Le Courrier picard

COMPIÈGNE, le 22 décembre 2021
LE GREFFIER
152404030

Renault

24 900 €



Vends MASTER 170 CV POLYVOLUME
22M3 2019 170 CV 30000 km
AUTO N°1 TEL 03 21 33 63 95
www.4x4net.net

BONNES AFFAIRES

LES PETITES ANNONCES

DU COURRIER PICARD
VENOIRE, ACHETER, LOUER
Parlez vous avec
Le Courrier picard

M. Patrice Lallot

06 11 80 34 49

PHILATELISTE

ACHETE

COLLECTIONS

Antiques et modernes
Français et étrangers
Timbre sur enveloppe
Planches, cartels, blocs
Enveloppes 1° jour
cartes postales
collection monnaies

RC A 330 364 280

M. Patrice Lallot

06 11 80 34 49

Antiquaire

à votre service depuis 1994

ACHETE

Succèsions et toutes collections

Mobilier & déco de jardin.

Montres, argenterie, monnaies, débris d'or,
bijoux or et fantaisies, pièces d'or et d'argent
timbres, cartes postales, jouets.
Objets : Scientifiques, militaires, religieux,
publicitaires, automobiles, curiosités.
Tableaux, places dorées, verrières, sculptures,
pendules, carillons, bibelots de qualité, cuivres,
étales, ménagères en métal argenté, meubles
de métiers, étales, tables de ferme

RC A 330 364 280

FÊTES ET LOISIRS

TIRIS D'ANNÉE ET LOTOS

LOTOS

22 JANVIER 2022
■ MONTY WILLYS Loto num. 2201 à
10h30 org. par le Png Png. Spécial BA
jeu concours Anni Anni de 10h30 à 11h30

23 JANVIER 2022
■ LAMOTTE MARQUEE 15h 15, spécial
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

24 JANVIER 2022
■ PICOIGNY ouverture 11h, about 10h,
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

25 JANVIER 2022
■ PICOIGNY ouverture 12h, about 10h,
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

26 JANVIER 2022
■ LAMOTTE MARQUEE 15h 15, spécial
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

27 JANVIER 2022
■ LAMOTTE MARQUEE 15h 15, spécial
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

28 JANVIER 2022
■ LAMOTTE MARQUEE 15h 15, spécial
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

29 JANVIER 2022
■ LAMOTTE MARQUEE 15h 15, spécial
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

30 JANVIER 2022
■ LAMOTTE MARQUEE 15h 15, spécial
bond d'achat, jeu concours et 10h30 à 11h30

Antiquités Maxime

Achete toutes vos antiquités

Déplacement gratuit

Paiement immédiat

Nous achetons toutes vos antiquités

Meubles, bibelots anciens, vases
châliques et apiques, jouets,
sculptures, pendules, miroirs, tableaux, arts
d'après les monnaies, pièces de
monnaies, fournaies, bijoux en
tous genres, argent, or, cuivre,
cristal, émail, porcelaine etc...
Tél : 06 48 81 38 43
antiquitesmaxime@gmail.com

COLLECTIONNEUR

Achetez au meilleur prix

Pendules, carillons, montres

pièces de monnaies,

bijoux or et argent,

argenteries, jouets anciens,

vieux vins, timbres,

médailles, militaria,

cartes postales,

tous objets anciens,

cuivres, étain, etc...

Mr THIERRY : 06 08 91 63 07



ferrari

publicité®



VENTES JUDICIAIRES IMMOBILIÈRES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Ferrari&Cie 7, Rue Sainte-Anne – 75001 Paris

Agence de Publicité Légale, Judiciaire, Institutionnelle et Formalités des sociétés



Contact : e-mail : agence@ferrari.fr Tél. : 01 42 96 05 50 Toutes nos annonces sur : www.ferrari.fr

Pour la publication de vos annonces légales et judiciaires Contactez-nous : agence@ferrari.fr Tél. 01 42 96 05 50

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Enquêtes publiques

PRÉFÈTE DE L'OISE AVIS DE PROLONGATION D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de ZAC du marais et de son barreau routier présenté par le Syndicat mixte
du parc d'activités multi-sites de la vallée de la Brèche
Communes de Mogneville, Cauffry et Laigneville
Maître d'ouvrage : Syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la vallée de la Brèche

Par arrêté préfectoral du 14 janvier 2022, la préfète de l'Oise a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique du mardi 8 février au jeudi 10 mars 2022 relative à la demande d'autorisation environnementale, la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mogneville et la cessibilité de tout ou partie d'immeubles et de droits réels immobiliers, portant sur le projet de ZAC du marais et de son barreau routier présenté par le Syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la vallée de la Brèche, sur le territoire des communes de Mogneville, Cauffry et Laigneville.

Au vu du nombre important de personnes qui se sont déplacées lors de la dernière permanence, Monsieur Michel Marseille, commissaire enquêteur diligenté par le tribunal administratif d'Amiens pour mener cette enquête, a décidé d'organiser une réunion d'information et d'échange le lundi 14 mars 2022 à partir de 18h30 à la salle des fêtes de la commune de Mogneville.

Compte tenu de l'organisation de cette réunion, Madame la Préfète, à la demande du commissaire enquêteur, a prolongé, par arrêté préfectoral du 7 mars 2022, la durée de l'enquête de onze jours, soit jusqu'au lundi 21 mars inclus.

En complément des permanences prévues, le commissaire enquêteur assurera durant la prolongation de l'enquête publique, une permanence supplémentaire le lundi 21 mars 2022 de 15h30 à 17h30 en mairie de Mogneville.

Le reste des dispositions prévues dans l'arrêté d'ouverture d'enquête publique initial du 14 janvier 2022 est sans changement.

Les gestes barrières et les dispositions mises en place par la mairie devront être respectés, notamment lors de la réunion d'information et d'échange.

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général
signé
Sébastien LIME

1525877700

10 Mars 2022 Courier Picard

régle
CRPC
SENL
En ca

SEP
PA

Vous sou
merci d'
du port
en indiqu

Renco

- DOM
tres en
joindre
- AMAN
vivre et
toire au
- ODET
pre solit
HOMMI
08.95.69

OBJI

Artisa

- Artisa
intérieur
toile de
TVA 0%

LES
DU C

V
Re
le



MOGNEVILLE

Création d'une ZAC : des habitants redoutent les entrepôts et les camions

Un collectif hostile à l'implantation d'une zone d'activités sur le territoire de cette commune de 1 500 habitants a tenu à se montrer hier, en marge de l'enquête publique lancée pour ce projet. Ces habitants réclament a minima une concertation de la population.

MAXIME PIQUET

L'impression que l'avenir de leur lieu de vie se joue sans eux. C'est ce qu'ont ressenti certains habitants à la découverte, fin janvier, de panneaux annonçant le démarrage de l'enquête publique portant sur le projet de création de la ZAC du Marais et de son barreau routier dans la commune de Mogneville, toute proche de Liancourt. Un projet dans les tuyaux depuis des années, piloté par le Syndicat mixte du parc d'activités multiples de la Vallée de la Brèche (SMVB) en collaboration avec la communauté de communes du Liancourtois - Vallée dorée (CCLVD). Il est censé occuper 27,5 hectares en zone naturelle, en face du parc de loisirs Chêdeville, pour accueillir deux entrepôts logistiques de 26 000 et 48 000 m². Le tout couplé à un barreau routier de 850 m pour raccorder la zone à la déviation de la D62 (vers la RD1016) en cours de réalisation par le Département à Mogneville.

« Au départ, on parlait d'entrepôts d'artisans »



3 QUESTIONS À...



OLIVIER FERREIRA
PRÉSIDENT DE LA
COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DE LA
VALLÉE DORÉE

“Un projet générateur d'emploi”

Pourquoi ce projet de ZAC refait-il surface aujourd'hui ? La ZAC du Marais est un dossier qui date d'une vingtaine d'années. Il y a eu des obstacles environnementaux, des études et des compléments qui ont été commandés, et les sous-préfets se sont succédés. Tout cela prend du temps. Avec Alain Boucher, on a demandé à ce qu'on nous dise stop ou encore. Les services de l'État se sont enfin positionnés clairement. La préfète, qui est convaincue par ce projet, a voulu faire accélérer les choses et lancer l'enquête publique. C'est le moment où tout le monde peut dire ce qu'il en pense.

dans quel hôpital la jeune fille a été emmenée.

Le chef étant en grève, des repas froids ont été commandés à une société

« Cela fait 45 minutes que j'attends la réponse, souligne le père de famille. Beauvais ou Cergy (Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise), ce n'est pas la même chose. C'est stressant. On veut être près d'elle, même si, a priori, ce n'est pas grave. »

D'autres ont souligné la qualité de l'action des services de secours. « Les pompiers et le Samu ont été au top », reconnaît un parent dont la fille souffrait de maux de ventre en début d'après-midi. Il est 14 heures, ce jeudi, lorsque

Chaumont-en-Vexin, jeudi 10 mars. Les collégiens ont été rapidement pris en charge par les secours. Seize d'entre eux ont été conduits à l'hôpital à Beauvais et Cergy (95).

trois élèves commencent à se plaindre de maux de ventre. Quarante-cinq minutes plus tard, ils sont une vingtaine. Les pompiers sont alertés et se déplacent en nombre. Au total, ce sont 73 enfants qui seront examinés sur place par un médecin.



La situation est actuellement totalement sous contrôle et le diagnostic des élèves concernés est rassurant

LE PRINCIPAL DU COLLÈGE. DANS UN MESSAGE JEUDI SOIR

avant entraîné une ITT intestinale à trois mois. « L'ARS (agence régionale de santé) va diligenter une enquête, confirme Sandrine Erard-Girard, directrice générale adjointe chargée des collèges au département. La gendarmerie a placé sous scellés les restes de repas, y compris ceux jetés à la poubelle. Les numéros de lots ont été répertoriés et tout sera analysé. » Dans un message adressé en début de soirée aux familles, le principal indique que « la situation est totalement sous contrôle et le diagnostic des élèves concernés est rassurant ». Une nouvelle journée de grève à la cantine est a priori annoncée pour la semaine prochaine. ■

60 | MOGNEVILLE Un collectif de riverains a lancé une pétition contre la zone d'activités logistiques, estimant que ce projet pourrait générer d'importants impacts sur l'environnement et la santé.

La future ZAC du Marais crispe les habitants

HERVÉ SÉNAMAUD

ATTENDUE, RETARDÉE et à présent contestée, la future zone d'aménagement concerté (ZAC) du Marais de Mognéville suscite des réactions très diverses. Alors que l'enquête publique s'achève le 21 mars, la prochaine zone d'activités compte désormais des adversaires représentés par un collectif d'habitants peu enthousiastes à l'idée de voir sortir de terre une ZAC de 275 ha et un barreau routier.

« Nous craignons des nuisances pour l'environnement alors que le site choisi se trouve juste à côté du parc de Ché-

deville, indique Isabelle Verrier, propriétaire d'écuries. Il n'y a eu aucune concertation autour de ce projet qui, au départ, devait se cantonner à une zone artisanale avec de petites entreprises et qui aujourd'hui prévoit deux énormes entrepôts logistiques de 48 000 et 26 400 m². »

Sur les axes déjà déposés dans l'enquête publique, une majorité de participants paraît opposée au projet, même si la création d'une route de 850 m est censée éviter les embouteillages. « Je ne suis pas sûr que faire passer 250 camions et 400 véhicules par jour à proximité du collège Simone-

Veil de Cauffry soit une très bonne idée, avance Johann Lentz, membre du collectif. Nous souhaitons une véritable concertation et, pourquoi pas, un référendum local. » Un message qui semble avoir été entendu par le commissaire-enquêteur puisqu'une réunion d'information vient d'être programmée, lundi 14 mars, à Mognéville.

Dans son avis du 21 juin 2021, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) des Hauts-de-France se montre en tout cas assez critique sur le dossier. « L'évaluation de ce secteur à enjeux n'a pas été recherchée alors que

le dossier montre des impacts non négligeables sur l'environnement et la santé », précise le rapport.

« Entre 600 et 1 000 emplois sont attendus »

Toujours selon la MRAE, le projet devrait provoquer la destruction de 8,6 ha de zone humide, de 199 ha de pâtures et boisements fonctionnels pour la faune et la flore, et va impacter des espèces protégées. « Sans que le dossier ne démontre qu'il n'existe aucune autre localisation permettant d'éviter ces impacts, la démarche d'évaluation environnementale n'a pas été cor-

rectement menée ». Une analyse partagée par le Roso (Regroupement des organismes de sauvegarde de l'Oise), qui a émis un avis défavorable au projet dans l'enquête publique.

« Nous sommes atterrés de voir que l'on peut présenter ce type de dossier qui va détruire une zone humide, des terres agricoles et la biodiversité », écrit Didier Malé, président du Roso. « Ce projet bénéficie d'une meilleure implantation au regard de l'environnement que la première mouture du dossier, assure Alain Boucher, président du syndicat mixte. À la suite de l'enquête publique, les prescriptions émises de-

ront être suivies par l'aménageur du site. Entre 600 et 1 000 emplois sont attendus sur cette zone qui est soutenue par deux intercommunalités et dont la création n'a jamais été abandonnée, juste retardée. Et il n'y aura pas de circulation excessive aux abords du collège de Cauffry, des aménagements routiers sont prévus, voire déjà réalisés pour certains. »

Le syndicat mixte devra ensuite se porter acquiescent des terrains visés avant de les rétrocéder à l'aménageur, ce qui fait que la commercialisation de la zone n'est pas prévue avant 2023 au mieux. ■

PROJET REDOUTÉ

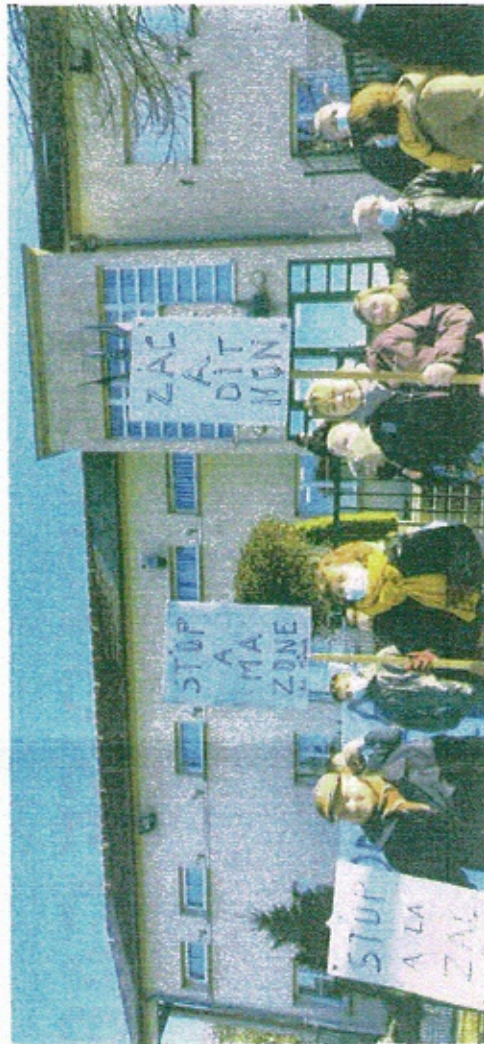
Ils s'opposent à l'implantation d'une zone d'activité

MOGNEVILLE Le Collectif « Stop à la ZAC du Marais » s'est rassemblé le samedi 26 février dès 9 heures rue Jean Jaurès à Mogneville pour montrer son opposition face à ce projet.

Samedi 26 février, les habitants de Mogneville ont montré leur mécontentement face au projet de la zone d'activités en face du parc Chédévillé. Cette ZAC avait déjà fait l'objet de nombreux questionnements en 2017. Aujourd'hui, le sujet refait surface avec la construction de deux entrepôts destinés à la logistique et à la création d'un nouveau rond-point, d'une longueur de 850 mètres et d'au moins 1,1 hectare pour le raccordement de cette zone à la future déviation de la RD 62.

Bien décidée à ne pas laisser ce projet voir le jour, Isabelle Verrier, membre du collectif « Stop à la ZAC du Marais » s'oppose à ce projet pour de multiples raisons, il n'y a eu aucune concertation avec les résidents et il y a des impacts non négligeables sur l'environnement » précise-t-elle en brandissant un panneau « ZAC a dit non ».

Adn de soutenir la cause environnementale, elle a contacté le président de l'association Oise Nature, Jean Luc Caron. Ce dernier, également présent à la manifestation, a déposé un dossier au commissaire enquêteur en précisant que « ce dossier dont les études ont commencé en 2011 ne tient pas compte



Une réunion publique est prévue ultérieurement par le collectif et une pétition est en ligne sur le groupe facebook de Mogneville.

de la situation écologique de la France et de l'importante perte de biodiversité constatée ».

Sur place Alain Boucher, maire de Munchy-Saint-Eloi répondait aux objections des habitants de Mogneville dont la question du coût du projet, estimé à trois millions d'euros. Le maire carpe sur ses positions et ambitionne toujours la création de 1 000 emplois. Concernant le choix du territoire : « nous devrions proposer de nouveaux territoires car le foncier vient à manquer », justifie Alain Boucher.

1 000 POSTES À VENIR

Tata Guislaine a fait son show

Tata Guislaine a fait son show ce samedi 26 février à 20 h 45 au centre Alexandre Urbain de Liancourt.

A l'occasion de cette représentation théâtrale, le public liancourtois avait répondu présent à l'invitation de Matthieu Nolin, comédien et professeur de théâtre pour la « Compagnie l'Art m'Attend » avec son rôle de « Tata Guislaine » qui a déjà été interprété en janvier dernier sur la commune de Sacy Le Grand.

Tata Guislaine a transporté son public au gré de ses aventures, de sa naissance quelque peu chaotique à ses premiers essais sur la grande scène des comédies musicales ou encore sur le plateau de « Tournef Manège ». Accompagnée de Delphine Nollin pour la mise en scène de ce spectacle, Tata Guislaine laisse également aux spectateurs un message d'espoir car peu importe d'où l'on vient et ce que l'on est, le principal c'est d'être soi et de ne pas oublier ses rêves. « C'est Tata Guislaine qui l'a dit » ! Pour découvrir ou retrouver



ENVIRONNEMENT

"Est-ce que je dois mettre ma maison en vente ?"

MOGNEVILLE L'implantation potentielle d'une zone d'activités dans cette commune de 1 500 habitants effraie certains d'entre eux. Ils sont venus chercher des réponses auprès des porteurs du projet lors d'une réunion publique tumultueuse lundi soir.

MAXIME PIQUET

Vingt-cinq minutes. C'est après ce laps de temps que Michel Marseille, commissaire-enquêteur du projet de ZAC du Marais, a dégainé tel un arbitre sortant un carton jaune, un premier « rappel des règles du jeu », afin de permettre des débats constructifs. Ce ne fut pas le dernier, lundi soir, à la salle des fêtes de Mogneville. D'un côté, le porteur du projet : le Syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la Vallée de la Brèche, représenté par son président, Alain Boucher ; épaulé par Olivier Ferreira, président de la communauté de communes du Liancourtois-Vallée dorée et Michel Delahoche, maire de la commune. Des élus favorables à la zone d'activités, qui ont tour à tour explicité pourquoi l'arrivée de deux entrepôts de 26 000 et 48 000 m², ainsi qu'un barreau routier pour raccorder leur activité à la RD1016, constituait une chance économique pour le territoire. En face d'eux, une centaine de personnes venues les écouter, pour certaines les contester avec force. Depuis le début de l'enquête publique, un collectif dénonce le processus d'installation de la ZAC (Courrier picard du 27 février).

« Les camions vont arriver et j'ai peur de l'impact sur notre santé »

Un habitant

Au premier rang des reproches adressés figure le trafic routier. Parmi les plus proches riverains, on craint de voir défilier les véhicules et subir les nuisances – insécurité, pollution sonore – qui vont avec. « On est venus chercher la tranquillité, affirme un habitant. Les enfants vont à l'école à pied, on est dans un



Micro en main, aux côtés du commissaire-enquêteur Michel Marseille, le président du syndicat mixte porteur du projet, Alain Boucher, a répondu aux questions des habitants.

Le commissaire-enquêteur au cœur des débats

C'est à l'initiative de Michel Marseille que la réunion publique au sujet de la ZAC, que certains habitants de Mogneville appelleraient de leurs vœux, s'est tenue ce lundi 14 mars. Cet ingénieur à la retraite est, depuis le 8 février, le commissaire-enquêteur qui recueille les avis sur le projet. « Compte tenu des demandes exprimées, j'ai décidé de prolonger l'enquête et d'organiser cette réunion d'échanges, considérant qu'il y avait un besoin d'information », fait-il savoir.

Le commissaire-enquêteur est volontaire, inscrit sur une liste départementale après passage devant un jury. Il est ensuite désigné par le tribunal administratif (c'est le cas ici), le préfet ou une collectivité territoriale pour conduire l'enquête. S'il doit évidemment s'informer du contenu du dossier – 1 600 pages pour la zone du Marais – soumis à enquête, ce n'est pas nécessairement un expert. Il doit en revanche être indépendant et certifier sur l'honneur qu'il n'a aucun lien avec le projet.

« Je suis là pour vous écouter », a-t-il martelé aux Mognevillois.

Michel Marseille annonce avoir déjà rencontré une centaine de personnes et recueilli 51 contributions lors de ses permanences. Il souligne aussi les 55 avis reçus par voie numérique, dont « 30 anonymes ». « Ce qui nous intéresse c'est l'argumentaire », détaille-t-il. Et ensuite ? Le commissaire-enquêteur dispose d'un mois pour produire un rapport rendant compte des échanges, et livrer un avis personnel et motivé sur le projet : favorable, défavorable, voire favorable avec réserve. Celui-ci demeure consultatif. La décision reviendra à la préfète, qui prononcera ou non, d'ici quelques mois l'utilité publique (DUP), ouvrant la porte aux acquisitions forcées. Elle peut faire l'objet de recours. En attendant, l'enquête publique est prolongée jusqu'au lundi 21 mars. Ce jour-là, de 15 h 30 à 17 h 30, Michel Marseille recueillera les dernières observations.

village calme... Pourquoi détruire tout ça ? » « Je me suis installé à Mogneville pour élever mes enfants, témoigne un autre intervenant. J'ai acheté ici pour la verdure, pour la proximité que j'ai avec le parc (Clédeville, ndr). Les camions vont arriver et j'ai peur de l'impact sur notre santé. » Sa voisine questionne : « Est-ce que je dois mettre ma maison en vente ? »

LES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT VOTENT CONTRE

Autre inquiétude soulevée par les participants, l'impact de la ZAC sur la flore et la faune, en pleine zone humide, trouve un écho favorable chez les défenseurs de l'environnement. Président du ROSO (Regroupement des organismes de sauvegarde de l'Oise), Didier Malé a reproduit oralement ce lundi l'avis négatif qu'il a transmis au commissaire-enquêteur, se disant « atterré » par l'éventuelle sortie de terre des entrepôts : « Chaque territoire veut sa zone logistique, on a un million de mètres carrés de locaux en projet au total dans l'Oise », avance-t-il, enjoignant les élus à « poser le sujet de manière globale ».

L'argument séduit au sein d'un auditoire au courant des déboires de l'entrepôt Amazon de Senlis, récemment pointé du doigt pour les monticules de déchets générés à ses abords. « Ce n'est pas Amazon, proteste Alain Boucher, qui s'est attelé à répondre aux inquiétudes environnementales, à préciser chaque contour d'un projet qu'il accompagne depuis sa gestation il y a des années. Ce n'est pas de la logistique mais de la e-logistique qui est prévue. La différence est qu'on n'est pas sur du stockage sur palettes, mais du "picking", de la division de produits juste avant d'arriver au client final. » Comprendre, une activité à taille plus humaine, « qui répond au développement du commerce en ligne » et amènera « 600 à 800 emplois sur un territoire qui en a besoin ». ■

Noyon Roulements Etanchéité
111, rue de la République - 95100 NOYON - 03.44.44.14.94
VOTRE SPÉCIALISTE DE LA PIÈCE AUTO
LA QUALITÉ À PRIX DISCOUNT

				
BATTERIE FULMEN	BATTERIE AGRICOLE TP	COURROIE D'ACCESSOIRE	BIDON ADBLUE	BOUGIE D'ALLUMAGE

Zone Cciale du Mont Renauld NOYON - 03.44.44.14.94

ZI de la Sablière (à 10 min de Beauvais) AUNEUIL - 03.44.47.62.22